

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.511

24 septembre 1997

(97-3958)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Pilotes automatiques des navires de haute mer
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Avis à l'industrie maritime portant modification de l'Avis à l'industrie maritime n° 286/1992 (Prescriptions opérationnelles et générales concernant les pilotes automatiques)
6.	Teneur: Cet avis énonce des règles concernant les prescriptions opérationnelles et générales applicables aux pilotes automatiques afin de promouvoir la sécurité à bord des navires de haute mer. De par sa teneur, cet avis est identique à l'Avis à l'industrie maritime portant modification de l'Avis à l'industrie maritime n° 66/1992. Selon le gouvernement néerlandais, le projet de texte visé au point 5 renferme probablement des règlements techniques au sens de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Liste indicative des règlements techniques: article 2. Cet avis met en oeuvre les résolutions A.342(IX) et A.694(17) de l'OMI.
7.	Objectif et justification: Si ce projet de modification d'avis implique des obstacles techniques au commerce, ceux-ci sont justifiés dans l'intérêt de la sécurité publique et pour protéger la vie et la santé des personnes. L'article 4 renferme une clause relative à la reconnaissance mutuelle pour les produits étrangers qui satisfont à des prescriptions équivalentes fixées dans le pays d'origine.

8.	Documents pertinents: <ul style="list-style-type: none">- Résolutions A.342(IX) et A.694(17) de l'OMI- Décret de 1965 sur la navigation
9.	Date projetée pour l'adoption: 5 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 6 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 4 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: